

Consommation

Cote
P 0000

Crédoc - Consommation. N° 1974-003.
Juillet - septembre 1974.

Sou1974 - 3189 à 3191

Nurr

GREDOC-Bibliothèque

4254-1



1974^{n°} 3

juillet  septembre

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique fonctionnant sous la tutelle du Commissariat Général du Plan d'Équipement et de la Productivité. Son Conseil d'Administration est présidé par M. Jacques Dumontier, Inspecteur Général de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, Membre du Conseil Économique et Social. Les travaux du C.R.E.D.O.C. sont orientés par un Conseil Scientifique nommé par le Conseil d'Administration.

Ils se classent en deux grands groupes :

1° Les études sectorielles : Analyse de la consommation globale par produit ; appareil de distribution ; consommations alimentaires hors du domicile ; tourisme ; culture ; loisirs ; logement ; épargne et patrimoine ; économie médicale ; économie de l'éducation.

2° Les études de synthèses et les recherches méthodologiques : Modes de vie des familles nombreuses et politique familiale ; budgets temps ; modes de vie des personnes âgées ; redistribution et consommation élargie ; prospective des modes de vie ; recherches méthodologiques d'analyse statistique.

Les résultats de ces travaux sont en général publiés dans la revue trimestrielle « Consommation ».

Ils peuvent paraître sous forme d'articles dans d'autres revues françaises ou étrangères ou bien faire l'objet de publications séparées, lorsque leur volume dépasse celui d'un article de revue.

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation peut, en outre, exécuter des études particulières à la demande d'organismes publics, privés ou internationaux. Ces études ne font qu'exceptionnellement l'objet de publication et seulement avec l'accord de l'organisme qui en a demandé l'exécution.

Président : Jacques DUMONTIER

Inspecteur général

de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques,
Membre du Conseil Économique et Social.

Vice-Présidents : R. MERCIER

Directeur Général de la Société d'Études pour le Développement Économique et Social.

Ph. HUET

Inspecteur Général des Finances, Expert du Conseil de l'O.C.D.E.

Président du Conseil Scientifique : G. ROTTIER

Professeur associé à l'Université de Paris I

Directeur : E. A. LISLE

Directeur de Recherche au C.N.R.S.

Secrétaire Général du Centre de Recherche Économique sur l'Épargne.

Directeur adjoint : R. COSTE

*Toute reproduction de textes ou graphiques
est autorisée sous réserve de l'indication de la source.*

XXI^e année
N° 3 Juillet-Septembre 1974

Consommation

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

CENTRE DE RECHERCHES
ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION

45, Boulevard de la Gare — PARIS 13^e

DUNOD

É D I T E U R

DIFFUSION, ADMINISTRATION, ABONNEMENTS
CENTRALE DES REVUES
DUNOD - GAUTHIER - VILLARS
26, Boulevard de l'Hôpital, 75005 Paris
Tél. 633-52-44 — C.C.P. La Source 33.368.61.

ABONNEMENTS 1975 (et années antérieures) :
4 numéros par an

FRANCE : 80 F - AUTRES PAYS : 95 F

Le numéro : 30 F

sommaire

Éditorial 3

ÉTUDES

JACQUES DREYFUS

L'essentiel ou le résidu : le cas de la planification
urbaine..... 5

THÉRÈSE LECOMTE, ANDRÉE ET ARIÉ MIZRAHI

Diffusion des consommations médicales de ville dans la
population en 1970..... 31

VICTOR SCARDIGLI

Les grèves dans l'économie française..... 81

RÉSUMÉS-ABSTRACTS 123

ÉDITORIAL

La planification urbaine, les inégalités, les conflits font l'objet du présent numéro.

« Prétendant faire le bonheur de l'homme, la planification (urbaine) dégénère en violence » affirme Jacques Dreyfus, Ingénieur des Ponts et Chaussées, qui a dirigé, puis évalué, de nombreuses recherches en aménagement urbain. Les modèles de localisation résidentielle intra-urbaine postulent que le citoyen arbitre entre ses dépenses de localisation et ses dépenses de transport en incluant dans celles-ci la valeur du temps passé. Les conditions de transport et la localisation résidentielle déterminent ainsi pour le citoyen la possibilité ou non de s'intégrer au système social. L'espace est un « lieu social » où l'on rencontre les autres, où l'on est « reconnu » par eux, mais aussi où on les affronte et où on les rejette, de sorte que dans une société formée de classes ou de strates, la ségrégation spatiale est normale. La planification urbaine ou bien ignore ce « résidu » qu'est la ségrégation spatiale, ou bien s'efforce de l'éliminer dans l'un et l'autre cas au nom d'une formalisation des rapports sociaux où la théorie des besoins domine : l'homme a des besoins (se nourrir, se loger, se déplacer...); à chaque besoin est associée une fonction (alimentation, logement, transport...); une relation fonctionnelle existe entre l'homme et l'espace grâce à laquelle les besoins sont satisfaits. Au nom du bonheur de l'homme, le planificateur est dès lors conduit à inventer sans cesse de nouveaux besoins (tout comme le publicitaire!), à perfectionner toujours plus le découpage de la vie quotidienne. Ce faisant, il évacue les représentations que les individus se font d'eux-mêmes et de l'Autre, c'est-à-dire des groupes auxquels ils s'identifient et s'opposent et qui, de fait, se partagent l'espace. Mais en ignorant ces valeurs symboliques et donc les conflits qui les sous-tendent, au nom d'un pur fonctionnalisme « néo-classique », le planificateur urbain est conduit à accentuer la segmentation sociale au risque d'exacerber les affrontements qu'elle entraîne.

Deux statisticiens, Andrée et Arié Mizrahi et un médecin, Thérèse Lecomte décrivent l'influence des facteurs socio-économiques sur la répartition des consommations médicales de ville. La valeur symbolique de cette consommation est volontairement laissée de côté. A s'en tenir à une optique « besoin » on constate néanmoins que ces consommations, bien que considérées de « pre-

mière nécessité», sont loin d'être réparties dans la population en fonction d'un « besoin » santé, repéré par un critère objectif de morbidité qu'on pourrait supposer aléatoirement distribué (en fait, l'indicateur mortalité, à défaut d'un indicateur morbidité, varie en raison inverse du niveau de vie ou de culture). Prises dans leur ensemble, les consommations médicales de ville varient de 1 à 2,5 selon les critères étudiés (revenu, catégorie sociale, taille de la commune...). Mais les écarts sont plus faibles dans le cas des services banaux (généralistes et infirmières), s'accroissent pour les soins des spécialistes et les techniques avancées. Ainsi, malgré une politique d'égalité d'accès aux services médicaux, une segmentation sociale s'observe au niveau de la structure des soins reçus, qui n'est sans doute pas indépendante de la ségrégation sociale observée dans la ville et qui est amplifiée par une planification urbaine qui localise « fonctionnellement » les équipements sociaux. Les auteurs se demandent si les couches très faiblement consommatrices de médecine de ville compensent cette sous-consommation par un recours accru aux soins hospitaliers ou si les forts consommateurs de soins de ville le sont aussi de soins hospitaliers, en distinguant les types d'hôpitaux fréquentés (CHU, CH, H, cliniques privées) et la nature des soins reçus. Certaines indications donnent à penser qu'il y a cumul de consommations (ou de sous-consommations) plus que compensation.

L'article de Victor Scardigli, sociologue, souligne la spécificité du modèle français des conflits du travail ; depuis un demi-siècle, l'indice des conflits dessine une lente décroissance entrecoupée d'explosions (1936, 1968), vers une sorte de « tapis de grèves » incompressible représentant entre 100 et 150 journées perdues par an pour 1 000 salariés. Cette donnée exclut toutefois la fonction publique, cette dernière évitant pudiquement de publier toute statistique de grève. Contre cette toile de fond, d'importantes différences structurelles apparaissent : de 1950 à 1970, la moitié des jours perdus l'ont été dans le secteur de l'énergie. La conjoncture est d'une grande importance : les grèves se développent lorsqu'il se produit à la fois une forte inflation et un chômage élevé ou encore lorsqu'une part trop importante des fruits de l'expansion est affectée aux investissements industriels, ou aux dépenses publiques.

Deux interprétations sont possibles du schéma français des conflits du travail : ou bien évolution vers un modèle consensuel (n'excluant pas des crises d'origine exogène) c'est-à-dire vers une société moins conflictuelle — évolution qui impliquerait un déclin de la lutte des classes ; ou bien impossibilité de pareille évolution, tout progrès apparent vers le consensus s'accompagnant d'un accroissement des tensions qui finit par provoquer une explosion.

Les trois analyses de ce numéro soulignent en définitive la tension permanente entre la réalité sociale, faite d'inégalités et de conflits, et la politique économique et sociale qui, visant à les réduire, en secrète d'autres. La fonction de chercheur en sciences sociales est d'observer en permanence ces tensions, de s'efforcer de les interpréter afin d'éclairer la politique.

E. A. LISLE

L'ESSENTIEL OU LE RÉSIDU : LE CAS DE LA PLANIFICATION URBAINE

par

Jacques DREYFUS (1)

Opposer l'essentiel au résidu, pour en fait revaloriser le résidu, tend à devenir banal, du moins chez ceux que n'aveugle pas une certaine conception rationalisante du monde et de cette action sur le monde que voudrait être la planification. L'essentiel est ce qui est considéré comme tel par le planificateur; le résidu, c'est le reste que, cependant, d'aucuns seraient prêts à considérer comme l'essentiel, l'essentiel devenant alors le résidu, encore que renverser les termes implique — ce qui est loin d'être évident — que la même opposition qui vaut dans la problématique du planificateur — français ou étranger, qu'il soit de l'Ouest ou de l'Est — vaut tout autant chez ceux qui la récussent : nous-mêmes et bien d'autres avec nous.

Caractéristique de la mise en question de la problématique usuelle est l'étude de B. Jobert et B. Revesz (2), s'interrogeant sur la signification des indicateurs sociaux et constatant, à propos d'une analyse récente, très fouillée, de la croissance française, que le modèle économétrique proposé laisse un résidu inexpliqué égal aux quatre cinquièmes du taux de croissance annuel (3). Résidu qui a pu, ensuite, être expliqué pour moitié par l'introduction de variables supplémentaires, mais dont, néanmoins, la part tend à croître rapidement au fil des années. De plus, chacun des éléments économiques entrés dans le modèle renvoie apparemment à un « social » évoqué, mais

(1) Université des Sciences Sociales (Grenoble) et CREDOC. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une recherche menée au CREDOC avec le concours de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique.

(2) Encore convient-il de remarquer que le travail de B. JOBERT, B. REVESZ [1] est très antérieur à la prise de conscience récente, à propos de la crise du pétrole et de l'énergie, de l'importance de certains facteurs volontiers ignorés.

(3) [2]. Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie *in fine*.

jamais réellement pris en compte : ainsi, lorsque les auteurs du modèle cherchent à interpréter le progrès de l'activité féminine et l'une des deux grandes vagues d'accumulation du capital productif de l'après-guerre, par l'évolution de l'éthique dominante et le renouveau de l'esprit d'entreprise. Chacun de ces éléments évoqué mais jamais pris en compte n'est, en fait, qu'une autre manifestation du résidu. Un résidu que B. Jobert et B. Revesz retrouvent également dans le thème de la résistance au changement, leitmotiv de bien des écrits sur la planification et que l'économiste impute à des comportements « irrationnels » — par exemple, ces attachements « irrationnels » au terroir qui viendraient freiner la mobilité géographique et professionnelle nécessaire à une croissance économique accélérée — qu'il demande alors au sociologue de l'aider à surmonter. D'où cette immense littérature, dont l'axe de réflexion est le passage d'une société traditionnelle à une société dite moderne, rassemblant dans un pêle-mêle extraordinaire les aborigènes d'Afrique, les grandes civilisations asiatiques, le patron de la petite entreprise industrielle, la femme italienne, etc... L'espoir suprême d'un progrès ne peut résider que dans une super-rationalité, condition d'une société enfin débloquée (1). Mais, ce que les experts appellent les retombées de la croissance, auxquelles la campagne actuelle en faveur de l'environnement donne une actualité particulière, appartient encore au résidu. Et, constatent B. Jobert et B. Revesz, c'est essentiellement comme résidu que s'introduit ce que l'on entend aujourd'hui par planification sociale, un résidu que les efforts mêmes du planificateur, pour s'y attaquer, autorisent à considérer comme central, sinon essentiel.

Un autre exemple, tout aussi caractéristique d'un résidu qui pourrait être l'essentiel : au cours du colloque récent « Planification et Sociétés » (2), à propos du thème « contradictions sociales », l'un des participants, à travers des formules abruptes autant qu'irréfutables, a tout simplement constaté que le modèle physico-financier (3), créé comme outil de contrôle de cohérence lors de la préparation du VI^e Plan, ignore tous les phénomènes de structure qui le sous-tendent, de ce fait implicitement considérés comme intangibles. Nul ne devrait s'étonner dans ces conditions qu'aux responsables de la planification sociale, un modèle de cette nature apparaisse comme *sans* objet (4). Sans doute dira-t-on, là n'est pas *son* objet, formule commode pour évacuer un résidu gênant.

De telles critiques et d'autres que l'on trouve çà et là dans la littérature, semblent assez pertinentes pour qu'une réflexion nouvelle sur la nature de ce résidu, ignoré ou insaisissable, apparaisse superflue. Il en serait réellement ainsi dans la mesure où démasquer le résidu déboucherait d'une façon certaine sur une problématique nouvelle. Mais rien n'est moins sûr.

(1) [3].

(2) Organisé à Uriage par le C.E.R.A.T. (Institut d'Études Politiques, Grenoble), du 9 au 12 octobre 1973.

(3) Plus connu sous le nom de modèle Fif.

(4) [4].

Une raison essentielle, de toute façon rendant inutile d'en chercher d'autres, est que la planification est, dans son essence, volonté d'appréhender le monde comme un tout organique, harmonieux : du moins, telle est notre hypothèse ou, encore, dirons-nous suivant une terminologie introduite ailleurs (1) et explicitée dans ce qui suit, la planification est refus de l'ordre de la différence. Mais l'essentiel du monde se trouve précisément dans la différence, dans la faille qui fait que ce tout organique n'existe que dans l'imaginaire du planificateur, faille que le discours du planificateur n'est alors capable d'appréhender que comme un résidu que sa démarche rend précisément insaisissable. Reconnaître que le résidu et, avec lui, cette faille qui constitue le monde, pourraient appartenir à l'essentiel, serait reconnaître aussi que l'harmonie universelle n'existe pas et, du même coup, accepter de se remettre totalement en cause, position nécessairement inconfortable. Apporter des éléments aussi concrets que possible et qui, de ce fait, pourraient être plus convaincants, n'est donc pas inutile. Ceux que l'on voudrait donner ici pourraient d'autant plus convaincre qu'ils sont empruntés, non pas à la planification économique, telle qu'elle s'est développée en France autour du Plan, à l'origine marquée par des préoccupations de croissance économique sur lesquelles seulement ensuite s'est greffé peu à peu du social, mais à la planification urbaine — l'urbanisme — qui est né vers la fin du XIX^e siècle du souci de remédier aux méfaits vrais ou supposés du capitalisme industriel — tous les fléaux sociaux identifiés et localisés dans la ville : la ville, a-t-on dit alors, est malade, il faut la guérir — et qui, par conséquent, contient du social de par son acte de naissance. Remarquons, cependant, que notre analyse débouche implicitement sur une critique radicale de la théorie du consommateur, dont la portée dépasse largement la planification urbaine (2).

L'opposition entre l'essentiel et le résidu permettrait de reprendre, en les ordonnant différemment, tous les éléments de notre travail antérieur, construit autour de l'idée de rationalité. Notre intention ici est moins de bâtir un exposé exhaustif que de mettre en évidence des points importants ou propres à entraîner l'adhésion du lecteur. En particulier, nous ne chercherons pas à savoir si la notion de résidu, telle qu'elle s'introduit naturellement à partir de l'ordre de la différence, recouvre ou non, exactement, ce que les auteurs parlant de résidu mettent dans le terme.

Notre analyse s'appuie au départ sur deux exemples, choisis pour leur valeur démonstrative : les modèles de localisation résidentielle et les actions de rénovation. Sera ensuite introduite la notion d'ordre de la différence et on montrera en quoi le refus de l'ordre de la différence implique un double résidu : le désir de l'homme et l'autre ignoré en tant qu'autre, c'est-à-dire différent. Une dernière partie, en guise de conclusion, généralise les exemples de départ, mettant en évidence à la fois les insuffisances fonda-

(1) [5].

(2) Critique qui rejoint des préoccupations qui se sont déjà fait jour dans *Consumption* [6].

mentales des méthodes de formalisation couramment utilisées et les effets d'une planification qui, cherchant à saisir un résidu insaisissable, crée un carcan de contraintes arbitraires. Prétendant faire le bonheur de l'homme, la planification dégénère en violence. Une violence qui transparait parfois, en quelque sorte négativement, à travers la révolte d'usagers — révolte toute pacifique qu'il faut interpréter comme le surgissement du réel — ou dont les efforts du planificateur, pour récupérer certains groupes marginaux au sein d'institutions totalitaires, nous donnent une image exacerbée. Mais cette violence cachée, ce carcan de contraintes pourraient être la finalité véritable de la planification. Telle est la question que nous serons amenés à nous poser.

Par conséquent, notre texte se situe à deux niveaux : les actions concrètes du planificateur — par exemple, la rénovation et la restructuration des quartiers anciens — et leurs conséquences, les méthodes de formalisation. Ne retrouve-t-on pas alors ce pêle-mêle sur lequel ironisent B. Jobert et B. Revesz? En fait, les deux niveaux sont indissociables. Car les méthodes de formalisation — et ce serait leur véritable utilité — contribuent à donner du crédit à la planification comme action réelle sur le monde. Quoique non immédiatement perceptibles, leurs effets n'en existent pas moins.

DEUX EXEMPLES : LES MODÈLES DE LOCALISATION RÉSIDENTIELLE INTRA-URBAINE ET LES ACTIONS SUR LES QUARTIERS ANCIENS

Les modèles de localisation résidentielle intra-urbaine

Ce premier exemple nous a été suggéré par les tentatives que mènent, depuis une quinzaine d'années, plus particulièrement en France, les économistes néo-classiques pour étendre la théorie du consommateur et la notion d'utilité collective qui en découle, à d'autres « objets » que les biens et services habituellement pris en compte, ainsi le temps et la localisation, élevés pour la circonstance au rang de « biens rares ». Pourquoi, en fait, s'intéresser à des éléments apparemment « résiduels » par rapport à la théorie du consommateur et à la notion d'utilité collective, alors qu'un exemple beaucoup plus caractéristique, caricatural même, de l'essentiel traité comme résidu, nous est fourni par l'hypothèse de la répartition optimale des revenus que l'économiste (néo-classique) traîne avec lui depuis les origines du renouveau marginaliste et qu'il évacue allègrement ensuite par des formules comme celles-ci, la première empruntée à J. Lesourne à propos de l'utilité collective (1), la seconde à R. Prud'homme, grand défenseur de la tarification au coût marginal (2) :

« si la répartition des revenus n'est pas optimum, il est illusoire d'espérer évaluer une transformation économique sans faire une seule hypothèse sur l'importance donnée par la collectivité aux divers individus ».

(1) [7].

(2) [8].

« si la répartition des revenus n'est pas satisfaisante, il suffit de prendre aux riches et de donner aux pauvres. Mais il faut le faire directement sous peine de ne pas réaliser l'allocation optimale des ressources et, donc, de réduire le gâteau que l'on veut partager ».

L'intention est généreuse, mais on s'arrête là. Car, bien entendu, pour reprendre la formulation de J. Lesourne, dans le long développement qui la suit, aucune référence n'est faite à ces hypothèses supplémentaires qu'il conviendrait d'introduire. Mais que peut-on dire de plus que de constater l'énormité du problème?

En fait, l'intérêt de la localisation résidentielle est, certes, de montrer dans un cas précis comment le résidu pourrait être l'essentiel, mais, en même temps, de renvoyer directement à l'ordre de la différence, dans ses effets les plus visibles : l'espace social. Les modèles proposés — dans ce qui suit, il sera plus particulièrement fait référence à celui de J. Lesourne (loc. cit.) — partent tous de l'idée que le temps et la localisation ont chacun une valeur (en ce qui concerne la localisation, il s'agit simplement de la valeur du sol et on ne peut nier que celle-ci existe). En gros, leurs auteurs admettent que chaque citoyen arbitre entre ses dépenses de localisation et ses dépenses de transport, en incluant dans celles-ci la valeur du temps passé : le citoyen acceptera de se localiser plus loin, notamment de son lieu de travail, voire des commerces et loisirs centraux, si du même coup il paie moins cher pour se loger parce que le coût du sol sur lequel est construit le logement qu'il occupe ou va occuper, est moins élevé. D'où il résulte que la valeur du temps est l'une des principales variables explicatives, à la fois de la localisation résidentielle et de la valeur du sol. Dans cette perspective, parler de localisation résidentielle ou de valeur du sol revient pratiquement au même (1).

En fait, il est possible d'introduire dans le modèle de préférence du citoyen d'autres variables :

— la qualité du bien logement proprement dit — c'est-à-dire « les pierres » — considéré alors comme distinct du « sol-support » et, en tant que tel, assimilable aux autres biens et services consommés (mis à part le fait qu'il s'agit d'un bien durable);

— la surface du logement : celle-ci est explicitement prise en compte par J. Lesourne, encore qu'il s'agisse autant de la surface du sol-support que de la surface du logement (et lorsqu'il s'agit de sol-support, ce que l'on appelle surface n'est pas autre chose que la densité résidentielle : l'hypothèse est qu'une faible densité rend un site plus attractif). Cependant, une formalisation où les deux notions seraient clairement distinguées ne soulèverait aucune difficulté pratique;

— on peut également introduire — et J. Lesourne le fait également — les préférences des consommateurs liées à la plus ou moins grande attractivité d'un site, le facteur densité résidentielle une fois exclu, ce qui conduit,

(1) Dans les modèles faisant appel à la programmation linéaire, l'une apparaît alors comme le dual de l'autre et réciproquement.

dans la fonction de satisfaction du citoyen, à prendre la localisation résidentielle comme variable indépendante, définie alors par la qualité propre d'un lieu et non plus seulement par ses distances à d'autres lieux (1).

Clairement, les conditions de transport ne sont pas sans conséquences pour le citoyen. Suivant une formulation qui nous a été suggérée par A. Juillet, nous dirons que les conditions de transport d'une part, la localisation résidentielle d'autre part, déterminent pour le citoyen, compte tenu des structures spatiales de l'agglomération, la possibilité ou non de s'intégrer physiquement au système social (c'est ce que nous appellerons la dimension fonctionnelle de la localisation). Mais, il y a loin de là à déduire que le temps du citoyen a une valeur, ce que, d'un point de vue théorique, il faut réfuter totalement. A quoi nous ajouterons qu'aucune des études connues sur le temps du citoyen n'aurait dû permettre, si les auteurs avaient été cohérents avec eux-mêmes, d'assigner à celui-ci une quelconque valeur (de même qu'il n'existe aucune vérification expérimentale correcte des modèles de localisation résidentielle et de valeur du sol de type décrit ici).

Cependant, plus importante pour nous est la façon dont J. Lesourne introduit la localisation comme variable indépendante, celle-ci renvoyant alors à tout ce qui n'est pas pris en compte par les autres variables, notamment la valeur du temps. C'est bien là ce qu'il faut entendre par résidu. Mais la question reste de savoir ce que contient ce résidu. Selon la problématique qui nous est proposée, la variable localisation inclurait cette qualité d'un lieu que depuis quelques années, on essaie de saisir à travers la notion d'environnement, entendu au sens d'environnement physique et biologique (l'ensoleillement, la beauté du paysage naturel ou créé, etc...). Mais, lorsque J. Lesourne nous parle d'un terme correctif qui permettrait d'introduire la satisfaction que les individus de même type peuvent retirer d'habiter à côté les uns des autres, on s'aperçoit tout d'un coup que l'analyse qui nous est présentée ignore tout simplement les rapports sociaux et que ce résidu que l'on essaie de saisir par un terme correctif, a toutes chances de constituer l'essentiel dans la mesure où la localisation et, avec elle, l'espace social sont principalement, sinon exclusivement, la projection sur le sol des rapports sociaux. Du moins, un certain nombre de faits tendent à le montrer, et cela, indépendamment de toute interprétation, notamment celle qui sera proposée plus loin basée sur l'ordre de la différence.

Reportons-nous à la quotidienneté urbaine aux États-Unis : le vent de panique lorsqu'un ménage Noir vient s'implanter ou tente de le faire dans un quartier où n'habitaient antérieurement que des Blancs. Parler alors d'un terme correctif qui exprimerait la « répugnance » des Blancs à vivre à côté des Noirs — comme le suggère le modèle de localisation issu de la théorie néo-classique — semble pour le moins un euphémisme. Le fait, il est vrai, est souvent ignoré, ce que, paradoxalement, la violence à laquelle

(1) On peut aussi imaginer un modèle plus général où chaque citoyen arbitre simultanément entre tous les biens et services consommés (y compris le temps, la densité résidentielle et la localisation). Tel est le cas du modèle de William Alonso [9].

il renvoie — rappelons ici « l'été chaud » (hot summer) 1967, à propos duquel le planificateur américain parle de « crise urbaine » (urban crisis) — permet d'expliquer. Il s'agit, semble dire le formalisateur, d'un phénomène hors normes, de plus mettant en cause des facteurs raciaux, dont, par conséquent, aucun modèle ne saurait rendre compte. Mais on aimerait bien alors savoir pourquoi!

Cependant, les choses ne sont pas fondamentalement différentes — bien que le terme de panique devienne alors totalement impropre — lorsque seuls, des Blancs sont en présence. Caractéristiques à cet égard sont les conclusions de E. P. Eichler, M. Kaplan, promoteurs immobiliers devenus pour un temps chercheurs, s'interrogeant sur l'opportunité pour la Puissance publique américaine de subventionner les « communautés » (en Anglais : community), sorte de super-grands ensembles, dont certaines couvriront à leur achèvement une surface égale à celle de la ville de Paris intramuros et comporteront alors dans les 100 000 habitants (1). Le terme de communauté suggère l'idée d'une grande fraternité, microcosme d'une société parfaite. Assez curieusement, cette fraternité n'est formée que de ménages appartenant à des strates relativement fortunées; elle ne représente donc qu'une image tronquée de la société. Il suffit, pour qu'elle soit le lieu d'habitation des riches, que les logements mis en vente le soient à un prix éliminant les ménages financièrement inférieurs. Cependant, le promoteur est tenu de vendre le plus rapidement possible, donc d'utiliser tous les moyens en son pouvoir pour faciliter la commercialisation. L'un des plus efficaces est de garantir les acquéreurs éventuels contre les risques de diminution de valeur du logement dont ils seront devenus propriétaires. Il en serait ainsi, notamment, si des promoteurs visant plus bas jetaient leur dévolu sur des terrains contigus. Plus la surface couverte par la « communauté » est grande, plus est faible le nombre de ménages pour lesquels le risque existe. Et ce serait là très exactement ce qui pousse les promoteurs à se lancer dans des opérations de plus en plus vastes. Bien entendu, la conclusion des auteurs de l'étude est que de telles opérations n'ayant de « communauté » que le nom, la Puissance publique n'a pas à s'en mêler. Mais il faut en conclure aussi — et c'est là ce qui nous intéresse — que l'espace est d'abord un lieu social (autre façon d'exprimer qu'il est la projection sur le sol des rapports sociaux). En tant que tel, il n'a de valeur que par le standing de ceux qui l'ont approprié. Cette valeur — la valeur du sol — est en quelque sorte le prix que les gens « bien » acceptent de payer pour être et rester ensemble : les gens bien, c'est-à-dire pour qui est directement concerné, ceux qui sont d'une catégorie sociale au moins égale à la sienne.

De ces hypothèses, prises simultanément ou séparément, l'expérience américaine nous offre d'ailleurs bien d'autres confirmations. Ainsi, cette tendance pour les classes « supérieures » à habiter très loin des zones urbanisées, de façon à éliminer tous ceux incapables de supporter des charges

(1) [10].

monétaires de transport très élevées (il ne s'agit plus de valeur du sol, mais de dépenses liées à la localisation, ce qui revient au même en ce qui concerne les mécanismes en cause). Rappelons également — et c'est bien toujours le même problème — cette observation de nombreux sociologues que les cadres américains changent de résidence en même temps qu'ils progressent dans leur vie professionnelle, accédant ainsi à un statut supérieur. Un phénomène identique commence d'ailleurs à s'observer en France (1). Et si nous revenons à la France, constatons que des mécanismes proches de ceux observés par E.P. Eichler, M. Kaplan, semblent jouer dans le cas de la rénovation : des opérations d'envergure suffisante permettent d'attirer les classes riches, les promoteurs pouvant ainsi s'approprier une rente d'innovation (2).

Mais d'autres confirmations nous sont apportées indirectement par l'observation des citadins que les circonstances obligent à une cohabitation avec des groupes sociaux de « standing » différent du leur. Tel est le cas du logement social qui, en règle générale, n'est pas librement choisi, mais imposé. En gros, comme il résulte de l'analyse, au titre suggestif « proximité spatiale et distance sociale », que nous ont donnée J. C. Chamboredon et M. Lemaire (3), on peut distinguer alors, à partir de leurs réactions, trois catégories de résidents :

— ceux appartenant à des classes relativement supérieures, qui n'aspirent qu'à aller ailleurs;

— ceux, tels les ouvriers très qualifiés, pour qui la cohabitation avec les premiers est vécue comme un moyen d'accession sociale. Il ne s'agit pas seulement alors de vivre à côté de groupes socialement supérieurs, mais aussi de les imiter : les deux en fait sont intimement liés (4);

— ceux appartenant à la frange inférieure du sous-prolétariat, pour qui l'accession à un logement social marque le point culminant dans leur trajectoire de vie, mais qui sont rejetés par les autres groupes.

Les observations antérieures de P. Willmott et M. Young sur la cohabitation de « cols blancs » et travailleurs manuels, sur une zone urbanisée nouvelle en Grande Bretagne rejoignent d'ailleurs assez largement celles de J. C. Chamboredon et M. Lemaire (5). Non seulement les travailleurs manuels sont rejetés, mais même le droit d'être des travailleurs leur est refusé, sous prétexte « qu'ils ne travaillent pas » ! Et il ne faut pas s'étonner que, lorsque des ethnies différentes sont en cause, des conflits ouverts apparaissent, comme on a pu le constater fréquemment, en France, ces dernières années, à la suite de l'arrivée massive de travailleurs immigrés (6).

(1) [11].

(2) [12].

(3) [13].

(4) A travers les phénomènes d'identification évoqués plus loin.

(5) [14].

(6) [15].

Dans le même ordre d'idées, citons ce résultat remarquable de B. Zarca obtenu au cours d'interviews non-directifs de personnes âgées, que pour tous les enquêtés, leur quartier est d'abord défini en terme de rapports sociaux : on s'y sent bien lorsque les « autres » sont des gens comme vous qui « vous reconnaissent », on le rejette lorsqu'on rejette ceux que l'on rencontre ou pourrait y rencontrer. Les éléments fonctionnels (même les espaces verts et jardins auxquels on pourrait penser que les personnes âgées attachent une importance particulière) n'étaient jamais mentionnés qu'en deuxième lieu (1).

Par conséquent, de nombreuses observations convergent, montrant que l'espace est d'abord un lieu social, le lieu où l'on rencontre les autres, où l'on est « reconnu » par eux (du moins lorsque le lieu où l'on habite est en accord avec le statut que l'on a ou voudrait avoir). D'où il faut conclure d'ailleurs que dans une société formée de classes ou strates, la ségrégation spatiale est en quelque sorte « normale ». En tout état de cause, on est loin de la valeur du temps de transport comme facteur de localisation, même corrigé dans le sens où le suggérait J. Lesourne. Et le résidu a tout l'air d'être l'essentiel, dirons-nous à nouveau.

En fait, les choses sont moins claires qu'on pourrait le penser dans la mesure où le « fonctionnel » — dont les facilités de transport, voire la valeur du temps, en admettant que parler de valeur du temps (supra) puisse avoir un sens, seraient un élément, — accompagne toujours le social (2). D'une façon plus précise, constatons que les meilleurs équipements appartiennent aux lieux socialement supérieurs. L'opposition entre l'Est et l'Ouest Parisien est caractéristique à ce sujet : l'Est qui est le lieu de résidence des classes ouvrières (ou du moins l'était jusque récemment) est simultanément sous-équipé. De ce lien entre le fonctionnel et le social, on peut sans doute donner bien des raisons : l'une, que les promoteurs de logements chers ne négligent pas les équipements existants lorsqu'ils choisissent un terrain (notamment, comme l'a montré C. Topalov, les équipements en transports en commun, alors que les futurs occupants seront tous à même d'utiliser une voiture individuelle), l'autre que les groupes socialement supérieurs sont bien placés pour attirer à eux les meilleurs équipements. Mais l'une et l'autre raisons veulent dire aussi que les éléments fonctionnels ont également leur importance. Certes, on ne voit pas comment des considérations purement fonctionnelles, et *a fortiori* la valeur du temps, permettraient par exemple d'expliquer, même très partiellement, les différences de valeurs foncières constatées par J. J. Granelle à l'intérieur de Paris (3). Cependant, le seul fait qu'un lien existe entre le fonctionnel et le social laisse planer une certaine ambiguïté dans l'interprétation des données empiriques sur les comportements de localisation et la valeur du sol, ambiguïté qui ne pourra être

(1) [16].

(2) C'est pourquoi, refusant de distinguer les deux points de vue, Alain Juillet [17] parle de « la division sociale et technique de l'espace ».

(3) [18].

levée que lorsque les problèmes de localisation et de valeur du sol auront été restitués dans l'ordre de la différence. Auparavant, on voudrait illustrer la notion de résidu par un deuxième exemple : la rénovation et la restructuration des quartiers anciens.

La rénovation et la restructuration des quartiers anciens

Apparemment, la rénovation et la restructuration sont directement liées à l'action. D'où leur intérêt en tant qu'exemple. Il convient, cependant, de remarquer que les opérations de rénovation et de restructuration ne sont pas indépendantes d'un effort de formalisation, même si celui-ci, tel que se traduisant dans l'analyse fonctionnelle, n'est pas aussi élaboré que dans le cas de la localisation résidentielle et de la valeur du sol. Car c'est dans la mesure où le résidu échappe à l'analyse fonctionnelle qu'il peut être considéré comme résidu et, alors, ignoré par le planificateur, un résidu, cependant, qui, là encore, pourrait constituer l'essentiel.

Les quartiers anciens, plus particulièrement les centres, ont fait l'objet, depuis quelques années, d'analyses de plus en plus sophistiquées. Nous nous intéresserons à eux comme au lieu où des gens vivent, autrement dit, suivant la terminologie habituelle du planificateur, en tant qu'ayant une fonction résidentielle. Celle-ci est généralement ignorée ou, du moins, l'a été pendant longtemps. Car, comment pourrait-on reconnaître à un patrimoine bâti dégradé, comme l'est le patrimoine ancien, une fonction, celle d'habiter, qui, très largement, n'existe que parce qu'il est dégradé? Admettons, cependant, que l'on aille jusque là, que l'on accepte de conférer aux quartiers anciens une fonction « résidentielle » par rapport à ceux que, suivant les cas et suivant l'humeur de celui qui parle, on appellera des déviants, des économiquement faibles, des rejetés, des marginaux, etc... Car c'est bien d'eux qu'il s'agit. Sans doute, la chose ne serait pas sans conséquences. Aux États-Unis, toute une série d'études sur la rénovation urbaine a entraîné la prise de conscience que la rénovation urbaine allait à l'encontre du but initialement fixé, qui était d'améliorer les conditions de vie des groupes « les plus défavorisés », c'est-à-dire les Noirs, par le seul fait qu'elle tendait à faire disparaître le patrimoine dégradé qui était pour eux la seule chance de se loger. De cette prise de conscience est résulté un infléchissement de la politique urbaine. Cependant — et on voudrait insister sur ce point — même en parlant de fonction résidentielle, on reste très en deçà de la réalité spécifique des quartiers anciens. Celle-ci, née des interactions entre une structure physique — des pierres et des bétons — et des pratiques sociales, est aujourd'hui bien connue grâce à divers auteurs. Citons notamment, pour la France, l'étude de H. Coing sur la rénovation dans le XIII^e arrondissement parisien ⁽¹⁾, pour la Grande-Bretagne, celle de M. Young, P. Willmott, sur la vie des familles ouvrières dans l'Est londonien ⁽²⁾, complétée par celle déjà citée de M. Young, P. Willmott sur les

(1) [19].

(2) [20].

banlieues nouvelles. Toutes ont mis en évidence que dans ces quartiers physiquement dégradés, existe une plénitude de vie, exprimant les sous-cultures des groupes concernés et synthétisée de façon saisissante par la couverture de l'édition de poche de l'ouvrage de M. Young, P. Willmott, où l'on voit un grand-père faisant la grimace dans la rue pour faire rire ses petits-enfants, pendant que mères et filles discutent aussi calmement que si elles étaient dans un salon. Toutes ces études, également, ont mis en évidence que cette plénitude de vie est irrémédiablement détruite par une intervention dans le tissu urbain. Il y a alors ceux, apparemment récupérés par la société, qui se joindront aux groupes aspirant à une ascension sociale, observés par J. C. Chamboredon, M. Lemaire; et les autres — généralement les plus âgés — venant grossir le compte des profits et pertes. C'est à eux que parler de résidu tend à nous renvoyer en premier lieu. Ce résidu est-il donc l'essentiel ? Oui, dirons-nous, car c'est à cause de ce résidu, dans un monde qui se pique d'être « humain », que le planificateur au sens large — c'est-à-dire non pas spécifiquement le planificateur urbain — risque de se heurter à des difficultés insurmontables. Cependant, le résidu, c'est aussi cette plénitude de vie et les sous-cultures qu'elle exprime, toutes les deux, il est vrai, facilement ignorées (est-il donc admissible de faire salon ou de grimacer dans la rue ?), mais que l'on retrouve à travers les heurts au sein d'un même ensemble résidentiel entre groupes sociaux différents. Et même chez ceux qui sont apparemment les mieux récupérés, ne le retrouve-t-on pas sous d'autres formes ? Mais tenter de répondre à cette question et à d'autres sous-jacentes à ce qui précède, nous conduit à expliciter ce qu'il faut entendre par ordre de la différence.

UNE INTERPRÉTATION DU RÉSIDU DANS L'ORDRE DE LA DIFFÉRENCE

L'ordre de la différence

L'ordre de la différence, au sens entendu ici, renvoie à la béance dans le psychisme entre le conscient et l'inconscient, ou, suivant une terminologie voisine, entre *l'imaginaire* et le *symbolique*, béance s'articulant à travers le langage, avec des structures sociales toujours conflictuelles. Par conséquent, parler d'ordre de la différence implique une certaine interprétation des faits psychiques et sociaux, rassemblant dans une perspective différente — la critique de la rationalité (planificatrice) — et dans une formulation qui est nôtre (et en tant que telle, devons-nous ajouter, marquée par la rationalité qu'elle prétend combattre), des éléments tirés de travaux récents ou actuels. Notre objectif initial, qui a été dépassé par la suite de notre démarche, était essentiellement de rendre compte d'absurdités évidentes dans la pratique urbanistique courante, que celle-ci soit le fait d'urbanistes traditionnels, de sociologues ou d'économistes appartenant à l'école néo-classique.

Donnons la parole à ce cadre, directeur d'une agence d'assurances, qui prend chaque jour sa voiture pour se rendre à son travail : « Moi, nous dit-il, je ne peux pas me permettre d'attendre l'autobus huit à dix minutes » (1). D'une telle phrase, apparemment anodine, parmi beaucoup d'autres relevées au cours d'enquêtes menées auprès de citoyens, il faut conclure, semble-t-il que, pour ce citoyen, le temps est un bien précieux et qu'en l'économisant, il se conduit rationnellement, donc sagement. Encore faudrait-il être certain qu'en prenant sa voiture, ce cadre ne met pas plus de temps qu'il n'en mettrait en transports en commun et les auteurs de l'interview nous suggèrent une autre interprétation : valoriser son temps, posséder une voiture, l'utiliser pour se rendre à son travail, représentent autant de moyens d'« affirmation d'un statut social », de s'affirmer vis-à-vis des autres. La première interprétation, celle basée sur la rationalité économique, appartient à l'*imaginaire*; la seconde au *symbolique*. Par conséquent, cette phrase apparemment anodine peut se lire à deux niveaux, de même qu'un songe a un contenu explicite et un contenu symbolique. Dans le cas d'un songe, il est vrai, l'absurdité du contenu explicite est telle que le recours au symbolique est nécessaire. Mais, n'en est-il pas de même lorsque ce banlieusard, également cadre, évoque en ces termes, certains quartiers centraux de Paris qu'il oppose au XVI^e arrondissement ? « Même si c'est seulement pour y passer... je ne traverse pas un désert, je traverse un endroit vivant » (2). Car, contrairement à ce que cette phrase voudrait signifier littéralement, en tant que réalité concrète, le XVI^e arrondissement n'est, ni un désert, ni un endroit mort. Il n'est désert que parce que la bourgeoisie qui y vit en a été symboliquement rejetée par celui qui parle.

La distinction proposée entre l'imaginaire et le symbolique renvoie au message que S. Freud nous a transmis, notamment lorsque à propos des actes manqués, il a mis en évidence que le psychisme est en permanence marqué par l'inconscient, message repris par ses continuateurs. Cependant, revenons au premier exemple. L'erreur habituelle du planificateur, qui accepte volontiers que la voiture soit un moyen de s'affirmer socialement, est d'ajouter purement et simplement, comme s'ils étaient de même nature, un besoin réel ou supposé de « gagner du temps » à un besoin de prestige, c'est-à-dire, suivant une terminologie un peu différente de celle que l'on vient d'utiliser, le discours dans le symbolique au discours dans l'imaginaire, ce qui, très exactement, revient à fonctionnaliser le symbolique, lequel, au contraire, est non-fonctionnel, en quelque sorte par essence, le mot fonctionnel étant pris selon son acception courante en urbanisme et dans une certaine sociologie. Il faut admettre, en fait, qu'une différence fondamentale de nature existe entre l'imaginaire et le symbolique.

Pour progresser dans une présentation qui ne peut être que schématique, nous retiendrons plus particulièrement deux notions ou ensembles de notions : l'articulation, selon J. Lacan, entre besoin, demande, désir, la pratique de l'homme comme un discours aux autres.

(1) [21].

(2) [22].

Pour J. Lacan, le besoin est essentiellement physiologique. Visant un objet, il s'en satisfait : ainsi, le besoin de manger, de boire, de se reposer. La demande, au contraire, est avant tout demande d'amour, demande d'une présence qui porte toujours sur autre chose que les satisfactions qu'elle appelle, c'est-à-dire l'objet de la demande. Le désir, enfin, qui est « désir d'être l'objet du désir de l'autre », est à l'origine de la demande et la provoque.

Un exemple typique : l'anorexie, c'est-à-dire le refus de manger, du jeune enfant. L'enfant refuse de manger parce qu'il demande sa mère, ou plus fondamentalement — il ne s'agit donc pas seulement d'une présence — veut être l'objet du désir de sa mère. Par conséquent, le besoin de manger, aussi essentiel soit-il, peut s'effacer devant la demande provoquée par le désir.

Le désir n'est jamais satisfait. Il instaure une dynamique s'actualisant dans une pratique qui est vécue comme « son expression réalisée ou réalisante » (1). Cette pratique de l'homme, de même que la parole qui en est une des formes, se découpe en signifiants, identifiables par différence avec d'autres signifiants suivant les principes de la linguistique structurale : ainsi, que j'utilise ma voiture ou que j'en parle, renvoie à l'opposition auto individuelle/transports en commun. De plus, elle ne peut être appréhendée que globalement : comme une chaîne signifiante, dirons-nous avec J. Lacan.

Cependant, l'idée de signifiant implique celle de signifié. Le point sur lequel il faut tout particulièrement insister est que l'on ne saurait en aucun cas associer un signifié à un signifiant. Le signifié, jamais exprimé en tant que jamais exprimable, est le désir. Une coupure irréductible existe entre signifiant et signifié, entre l'objet de la demande et le désir, mais aussi entre le conscient et l'inconscient, lieu du désir, et entre l'imaginaire et le symbolique, autant de façons, précisément, d'exprimer la béance dans le psychisme de l'homme. L'objet de la demande n'est qu'un substitut du désir, en quelque sorte vient s'inscrire à sa place, n'en est qu'une métonymie. D'où l'image due à A. Rifflet-Lemaire de « course métonymique du désir » (2). Par celle-ci, le désir ne peut que s'actualiser : c'est la *parole vraie* (celle du *sujet*) dont le discours imaginaire (celui du *Moi*) n'est que le moyen. Il est toujours trompeur; et d'autant plus qu'il n'est jamais, ni totalement vrai, ni totalement faux. Ainsi, lorsque ce cadre nous dit qu'il ne peut pas perdre son temps à attendre l'autobus, rien n'empêche que dans la réalité il en perde; mais d'autres que lui pourront en gagner — après tout, une voiture sert aussi à rouler ! — de telle sorte que son discours, interprété dans l'imaginaire, c'est-à-dire dans sa signification littérale immédiate, a toujours un air de vérité.

(1) L'article auquel on se réfère ici [23], reproduit sans changement un texte de 1970 qui représentait la première réfutation du fonctionnalisme urbanistique à partir de l'acquis psychanalytique.

(2) [24].

Cette pratique de l'homme, cependant, est un discours aux autres : « *C'est ou toi ou moi* », dit le sujet à l'autre, formule par laquelle Y. Bertherat synthétise le mode de relations aux autres, conséquence de la béance dans le psychisme (1). D'où il résulte que l'on ne peut s'affirmer qu'en s'identifiant aux uns et en rejetant les autres. Rejet qui se situe dans le symbolique et, par conséquent, relève de l'inconscient, mais est toujours masqué par le discours imaginaire du Moi. Rejet, par ailleurs, qui ne peut jouer que pour autant que le discours de l'homme s'articule sur une réalité sociale vécue comme des oppositions, des différences entre le Moi (imaginaire et ceux auxquels il s'identifie) et ceux qu'il rejette. C'est à cette réalité que renvoie l'expression couramment utilisée de *symbolique sociale*. Au-delà d'une diversité apparente et avec des effets concrets sans commune mesure entre eux, le même type d'oppositions, de différences, les mêmes mécanismes inconscients de rejet jouent, quels que soient les groupes en présence : Blancs et Noirs, Français d'origine et immigrés, les Nord-Africains et les autres, ouvriers et bourgeois, strates plus ou moins fortunées ayant plus ou moins accès au monde de la consommation, etc...

Ce que l'homme refuse, c'est que l'autre — autrui — soit autre — différent —, mais, en même temps, parce qu'il est autre, il peut le rejeter, le chargeant alors de tout ce qui va mal dans le monde des hommes. Telle est la clef du racisme (2).

Ainsi, l'ordre de la différence serait la réalité du monde — celui où nous vivons. Mais la planification est par essence refus de l'ordre de la différence. Ne connaissant que le discours imaginaire du Moi, elle ignore le symbolique et, du même coup, ignore à la fois la béance dans le psychisme et les conflits structurant la société. Le résidu, c'est le symbolique ou, du moins, c'est à cause de lui que demeure un résidu insaisissable.

(1) [25].

(2) [26]. Affirmer que les rapports entre un bourgeois et un ouvrier (et *a fortiori* entre strates de consommateurs) sont de même nature que ceux entre Blancs et Noirs pourra surprendre. On aurait trop tendance, en fait, à croire qu'entre un bourgeois et un ouvrier, la différence n'est que d'argent.

D'une façon générale, l'effet de tromperie du discours dans l'imaginaire est sans limites. Ce qui a été dit plus haut des « travailleurs qui ne travaillent pas » en est une illustration caractéristique. Et lorsque le Blanc américain, sûr d'avoir le beau rôle, rejette le Noir réputé sale, inintelligent, paresseux, voleur et, de plus, qui viole les femmes Blanches, il oublie alors, pour prendre un point évident, que son critère pour juger de l'intelligence du Noir est le Q.I., construit en fonction d'un contexte culturel, qui est celui du Blanc et non du Noir. Ce qui n'empêche pas William Schockel, prix Nobel de physique, de prétendre limiter par vasectomie la reproduction des êtres mâles dont le Q.I. est insuffisant, c'est-à-dire en fait les Noirs (*Le Monde* des 10/11 décembre 1972). Ceci n'est d'ailleurs qu'un cas particulier du problème des critères à travers lesquels l'homme juge l'autre. Un autre exemple caractéristique : un jugement apparemment objectif est que le taux de délinquance chez les jeunes de l'East-End londonien observés par Peter Willmott est élevé, mais on oublie alors que, pour eux, le vol d'un crayon Bic dans un Prisunic n'a pas plus d'importance que, pour un bourgeois, frauder sa déclaration d'impôt. Cependant, pour un bourgeois — et les conséquences sont faciles à voir — le critère de délinquance est le vol et non la fraude fiscale [27].

Notre premier exemple — la localisation résidentielle — avait une valeur démonstrative particulière, dans la mesure où la symbolique sociale se trouve en quelque sorte matérialisée sur le terrain. Car tel est bien le sens des remarques faites plus haut. La discussion sera poursuivie sous deux rubriques relativement arbitraires, mais permettant de classer un certain nombre de faits liés à la pratique de la planification : l'une axée sur le désir, l'autre sur les résidus sociaux. A propos du désir, on verra notamment pourquoi vouloir retourner la problématique usuelle et prétendre que le résidu est l'essentiel, n'est pas nécessairement justifié.

Le désir ignoré et la course métonymique aux besoins

Ignorant le symbolique, le planificateur ignore le désir. Plus exactement, son discours confond dans l'imaginaire désir, besoin (au sens de besoin physiologique) et demande en tant qu'exprimée dans l'objet de la demande. L'objet de la demande, qui est aussi la demande au sens économique du terme, est alors élevé au rang de besoin, un besoin qui n'est plus seulement physiologique, qui, de plus, en tant que besoin — c'est-à-dire en tant que désigné comme tel — implique une idée d'absolu, quelque chose qui serait absolument nécessaire à l'homme. D'où la place — d'autant plus étonnante que, même le besoin de manger, avons-nous constaté, qui devrait être le plus évident de tous les besoins, peut en quelque sorte s'effacer devant le désir — que la théorie des besoins tient dans la planification, que celle-ci se fonde sur le fonctionnalisme urbanistique (avec ses trois postulats : *a*) que l'homme a des besoins, *b*) qu'à chaque besoin est associée une fonction, *c*) qu'une relation fonctionnelle existe entre l'homme et l'espace ou chacune de ses parties, grâce à laquelle les fonctions peuvent être remplies et les besoins satisfaits), ou qu'elle s'appuie sur la théorie du consommateur, chère à l'économiste néo-classique et qui, dans une large mesure, n'est qu'une forme tronquée du fonctionnalisme urbanistique.

Il est clair, par conséquent, que cet absolu que l'on appelle le besoin n'existe pas. La demande, cependant, elle, existe, une demande qui a toutes chances d'être ressentie comme besoin, avec tout ce que le terme implique, mais qui n'est, de la part du planifié, que discours dans l'imaginaire. Cette demande, en fait, n'est que création de la société, et cela de diverses façons :

— A travers la symbolique sociale : c'est « la logique de la différence », mise en évidence par J. Baudrillard comme le mécanisme essentiel de la consommation;

— A travers les contraintes matérielles que la société fait peser sur la vie du citoyen. C'est le « fonctionnel », terme certes ambigu à cause de l'usage qui en est généralement fait, mais éviter toute ambiguïté est difficile. Généralement issues du besoin, au sens lacanien du terme, ces contraintes, matérielles ne sont cependant plus le besoin. Ainsi, les contraintes de transport lorsqu'il s'agit d'aller travailler, sont liées, certes, au besoin physiologique de

manger mais seulement à travers les effets de l'urbanisation (1). Et, lorsqu'il s'agit de déplacements de loisirs, toute relation avec l'idée de besoin physiologique disparaît ou presque.

— A travers toutes les représentations que le système social associe au langage, qui font que l'objet est vécu comme le lieu du bonheur. Rôle que la publicité a depuis longtemps compris, mais que l'on ne saurait sans beaucoup de naïveté réduire à la seule publicité.

Cependant, il serait fallacieux de prétendre séparer les uns des autres les différents facteurs contribuant à la demande. De même, dirons-nous, dans le discours du planifié, dont on sait qu'il ne peut être appréhendé que globalement comme une chaîne signifiante, le fonctionnel, l'imaginaire et le symbolique sont indissociables : le premier est la justification du second qui n'est que le moyen de la parole vraie à travers laquelle s'actualise le désir : « désir d'être l'objet du désir de l'autre », désir d'être reconnu (2). Cependant, l'articulation entre le fonctionnel, l'imaginaire et le symbolique, autant que la chaîne signifiante, sont méconnues du planificateur s'efforçant d'appréhender et de rationaliser les besoins. Alors, « tous les fragments de la vie quotidienne, désinsérés de leur contexte symbolique sont découpés en besoins directement abordables, pour pouvoir être définis, rangés, catalogués (3) ». C'est alors aussi que le planificateur ajoute les uns aux autres, comme si la demande pouvait s'interpréter dans un seul registre, des « besoins » biologiques et des « besoins psychologiques » ou « sociologiques », tels les besoins de prestige (supra), d'intimité ou de relation aux autres. Deux raisons — venant s'ajouter au fait que la demande créée par le système social croît sans cesse — pour que la liste des besoins soit illimitée :

— d'une part, en effet, le découpage de la vie quotidienne peut toujours être perfectionné de mille et une façons. Les études de transports en fournissent une illustration caricaturale, lorsque le déplacement, isolé de la chaîne signifiante de celui qui se déplace, est ensuite décomposé en coût monétaire, en temps, en mode (c'est-à-dire le moyen de transport utilisé),

(1) Ce double caractère de contraintes de transport domicile-travail apparaît bien dans cette remarque de Thomas D. Schocken [28] que l'impossibilité pour les Noirs du ghetto de Los Angeles — la ville nébuleuse sans transports en commun — de se rendre sur les lieux de travail, expliquerait que l'été 1967 y ait été particulièrement « chaud ».

(2) Insistons à nouveau sur le schématisme inévitable de la présentation qui est faite ici. En particulier, il aurait fallu développer la nature du signifiant linguistique en tant que support de représentations — la symbolique sociale est elle-même, à la fois rejets symboliques et représentations associées au langage — et le fait que, pour l'homme, l'entrée dans le langage est soumission à la Loi sociale. Ainsi, tel cadre qui utilise sa voiture pour se rendre à son travail, même s'il prétend agir ainsi pour gagner du temps (supra), y est en fait contraint par la société — le mot devant être pris dans son sens aussi fort que lorsqu'il s'agit de contraintes matérielles. Car, « tu ne peux être toi-même », lui dit celle-ci, « tu ne peux être reconnu par ceux dont tu attends d'être reconnu qu'à condition d'agir comme un cadre, c'est-à-dire d'utiliser ta voiture ». Enfin, il ne s'agit pas seulement de se faire reconnaître; l'objet que l'on demande est aussi « l'objet perdu », celui que J. Lacan appelle « a ».

(3) [23].

en nombre de correspondances, en temps d'attente, en confort, etc... et, pour finir, en motif, ce qui est une manière naïve, sinon simpliste, de le remplacer *in extremis* dans la chaîne signifiante.

— d'autre part, il est toujours facile d'imaginer de nouveaux « besoins psychologiques » ou « sociologiques »; ainsi, le besoin d'indépendance au sein de la cellule familiale, les besoins liés au rôle de la femme, le besoin de choisir ses relations, tous exemples empruntés ça et là à la littérature.

Mais c'est en vain qu'à travers les besoins, le planificateur cherche à saisir l'insaisissable, par ailleurs ignoré au départ, le désir qui est aussi l'une des formes du résidu. Au nom du bonheur de l'homme, le planificateur est conduit à inventer de plus en plus de besoins. Sa démarche, en fait, n'est que la traduction du modèle culturel de son auteur et, à travers lui, de la fraction du système social dont il est l'agent ou le représentant : sauf exception, la classe dominante. Démarche, par conséquent, totalement a-rationnelle et arbitraire. A moins que sa logique — si logique il y a — ne se trouve ailleurs. On y reviendra en conclusion.

On serait tenté alors d'affirmer que ce qui n'est que résidu pour le planificateur est l'essentiel. Cependant, raisonner ainsi, serait méconnaître l'articulation entre le fonctionnel, l'imaginaire et le symbolique. C'est cette articulation que plusieurs études — même si le terme de symbolique n'apparaît pas explicitement — ont mise directement en évidence ⁽¹⁾, qui explique pourquoi la division sociale de l'espace est indissociable de sa division technique et, plus généralement, pourquoi une problématique retournée ne serait pas plus acceptable que la problématique usuelle.

A partir de la critique de la théorie des besoins, on pourrait aisément pousser celle de la théorie du consommateur et, simultanément de l'utilité collective : en particulier, constater que la notion de choix, centrale dans la théorie du consommateur, n'est que pure duperie et que la consommation renvoie à une combinatoire où le marginalisme n'a plus sa place. Cependant, notre objet n'est pas là, mais il est de compléter notre analyse du résidu à partir de l'ordre de la différence, à travers une autre de ses dimensions : les résidus sociaux.

« L'autre » oublié

Ignorer le désir, c'est aussi ignorer « Toi ou Moi » que le sujet dit à l'autre, qui est autre parce que différent et qui, parce que différent, est symboliquement rejeté. Mais l'autre, pour le planificateur, c'est d'abord le marginal, le déviant, voire l'handicapé, qui sont autres parce qu'en marge de la société. Quelle est donc cette société à laquelle se réfère le planificateur et qui donc est l'autre ? Car, parler de déviant ou de marginal n'est qu'une catégorisation commode.

(1) Cf. notamment [29].

La société est structurée en groupes et classes par le symbolique. Cependant, de même que la pratique du planifié ne peut être correctement appréhendée qu'à travers l'articulation entre le fonctionnel, l'imaginaire et le symbolique, de même, les groupes ou classes structurant la société ne peuvent être véritablement saisis dans leur spécificité, c'est-à-dire dans ce par quoi ils sont autres, qu'à condition de prendre simultanément en compte leurs conditions matérielles de vie, les systèmes de représentations qui sont les leurs (ainsi, pour prendre un exemple évident, le Noir a une certaine image du Blanc; ou, encore, de nombreux auteurs ont insisté sur le fait que la notion de relations sociales ne renvoie pas aux mêmes représentations chez l'ouvrier et le bourgeois), et les conflits symboliques les opposant à d'autres groupes. Autrement dit, seule la prise en compte simultanée de chacun de ces éléments où, à travers les représentations, on trouve toute l'épaisseur de l'histoire, permet d'interpréter les pratiques sociales des différents groupes.

Mais, pour le planificateur, les choses sont plus simples. Pour lui, le symbolique n'existe pas. Il ne connaît des pratiques sociales que leurs manifestations les plus visibles. Il y a ceux dont les comportements sont conformes à la règle — une règle fixée avec le même arbitraire que les besoins dont elle est traduction concrète — et les autres. Seuls, les premiers font réellement partie de la société. Ils sont intégrés, dira-t-on encore (la question de savoir si le terme a alors le même sens qu'il en a en sociologie est sans importance ici). C'est aussi l'idée de communauté que l'on trouve depuis les origines de l'urbanisme et qui est la marque la plus évidente du refus de l'ordre de la différence. C'est, en fait, la croyance en cette communauté que serait la société des hommes ou qu'elle sera lorsque la planification aura produit ses effets, qui autorise le planificateur, suivant une démarche qu'il croit rationnelle, mais en fait totalement arbitraire, à inventer des besoins qui ne sont que l'expression de son propre modèle culturel. Les autres, par conséquent, sont ceux qui ne se conforment pas à la règle. Ils appartiennent au résidu, un résidu que toute l'activité du planificateur cherche à réduire sans jamais y parvenir totalement. Sans doute accepte-t-il parfois certaines entorses à la règle. Entorses qui vont de soi pour les handicapés physiques. Entorses qui sont une faveur, faveur peut-être intéressée, lorsque, en offrant à certains groupes un logement « infra-social » ou de transition, on évite des maux plus graves ⁽¹⁾. Mais le même objectif de réduire le résidu peut conduire le planificateur à renforcer la règle. Certains foyers pour travailleurs immigrés en seraient l'illustration ⁽²⁾. Cependant, dans l'un et l'autre cas, la règle de base est la même. Et ceux qui refusent d'entrer dans ces cases, en quelque sorte sur mesure que, par sollicitude pour le planifié, le planificateur invente sans cesse, selon une démarche analogue à celle qui le conduit à multiplier les besoins, se voient définitivement rejetés dans le résidu.

(1) [30].

(2) [15].

L'importance même des efforts du planificateur pour réduire le résidu social montre que le problème du résidu n'est pas considéré comme mineur. Et lorsqu'il concerne une bonne partie des travailleurs immigrés, on conçoit qu'il en soit ainsi. Remarque qui vaut *a fortiori* lorsqu'il s'agit du problème Noir aux États-Unis. Mais, bien entendu, ce qui passe pour résidu, n'est que la conséquence immédiatement perceptible du refus de l'ordre de la différence. Celui-ci se traduit chez le planificateur par l'impossibilité d'appréhender le monde dans sa réalité symbolique, toujours conflictuelle, une réalité qui fait que l'autre est autre — à la fois par sa pratique et parce qu'il est vécu comme autre en même temps rejeté — par l'impossibilité aussi, qu'il partage avec tous ceux dont il est le représentant ou l'agent, de reconnaître que l'autre est autre, de telle sorte qu'à la limite, ceux qu'on appelle des déviants ou des inadaptés n'existent que pour autant que la planification existe. Mais qu'en est-il alors de ceux qui, apparemment, sont intégrés, mais que l'on a obligés à entrer dans un monde fabriqué, sans considération aucune de ce qui les constitue? Parler de résidu social évoque, certes, ce résidu visible sur lequel se penche le planificateur. Mais n'est-il pas aussi un résidu caché, ces contraintes qui pèsent sur ceux intégrés en quelque sorte par la force à une société qui les rejette, ou, plutôt, non les contraintes, mais leurs effets? Mais ceci nous ramène au désir arbitrairement isolé, pour des facilités d'exposition, de la symbolique sociale.

REMARQUES FINALES : DE FORMALISATION INJUSTIFIÉE A UN CARCAN DE CONTRAINTES

Deux exemples empruntés, l'un aux méthodes de formalisation, l'autre à la pratique concrète du planificateur, nous ont conduits à poser le problème du résidu par rapport à l'ordre de la différence.

Les méthodes de planification, avons-nous dit, semblent avoir pour principale fonction de donner du crédit à la planification. Cependant, il n'est pas sans importance de constater qu'elles tendent par elles-mêmes à effacer toute différence, en quelque sorte à lisser le réel. En fait, les méthodes actuellement utilisées sont prises entre deux extrêmes : reconnaître la diversité du réel, sans pour autant accepter l'ordre de la différence et, à cause de difficultés typologiques insurmontables qui ne sont que la conséquence des efforts auxquels le planificateur est alors contraint pour tenter de saisir un résidu insaisissable, tomber dans l'insignifiant; en cherchant à résoudre les difficultés typologiques auxquelles elles se heurtent, effacer toute différence, le terme devant être pris ici dans son sens le plus banal.

De cet insignifiant, un exemple particulièrement remarquable nous est fourni par cette étude sur les Z.U.P. (1), extrêmement sophistiquée et dont l'objectif de départ — expliquer l'échec, à la fois commercial et social

(1) [31]. Pour ceux non familiarisés avec la terminologie de l'urbanisme, on rappelle que Z.U.P. signifie Zone à Urbaniser en Priorité, selon une procédure créée par ordonnance du 31.12.1958.

des Z.U.P. — est devenu, chemin faisant, un hymne à la gloire de la pharmacie et de la satisfaction des usagers à son égard. C'est précisément en cherchant à expliquer l'échec (de l'étude, et non des Z.U.P.!) que nous sont apparus les mécanismes qui viennent d'être évoqués. En gros, l'objectif des auteurs était de mesurer la satisfaction globale des citoyens dans leur situation d'habitat, en fonction de leurs satisfactions partielles par rapport à des « descripteurs » estimés « pertinents ». La pharmacie est l'un d'eux. Or, pour la seule pharmacie, les auteurs de l'étude étaient conduits à une typologie des citoyens ne comprenant pas moins de 72 classes! Ce qui explique très largement qu'ils en soient restés là. En effet, s'ils avaient voulu prendre en compte seulement 5 descripteurs, ce qui est apparemment fort peu, ils seraient arrivés à 300 000 classes et pour 10 descripteurs à 3 milliards. Encore, le calcul ne tient-il pas compte de la pondération des différents descripteurs.

Classes d'individus	Fonction discriminante	Valeur du temps F/h
1	$- 0,90 \Delta C + 11 \Delta T - 105 CT + 265 D$	11,7
2	$3,50 \Delta C + 80 \Delta T + 125 CT + 78 D$	9,4
3	$- 4,20 \Delta C + 9 \Delta T - 71 CT + 279 D$	2,1
4	$13,80 \Delta C - 25,60 \Delta T + 13 CT + 347 D$	
Échantillon global		4,72

$\Delta C, \Delta T$: différence de coût monétaire et de temps selon les modes de transport alternatifs (voiture individuelle ou train) ;
 CT, D : variables dichotomiques prenant les valeurs 1 ou 0, indiquant l'existence ou non d'une correspondance ou le fait que la destination soit ou non Paris.

Le lissage du réel peut prendre les formes les plus diverses. La plus parfaite semble l'analyse factorielle classique (classique par opposition à l'analyse factorielle des correspondances, apparemment plus satisfaisante, dans certains cas au moins) couramment utilisée pour surmonter l'obstacle typologique. Elle n'est qu'une forme particulièrement raffinée de l'ajustement linéaire à variables multiples, basé sur le postulat d'additivité généralisée, qui revient à ignorer toute différenciation structurelle et, du même coup, l'ordre de la différence dans ses implications sociales. Pour illustrer ce qu'il faut entendre par différenciation structurelle, nous nous appuyons

sur une étude de G. Mercadal sur le choix du mode de transport (1). La méthode utilisée introduit une fonction discriminante Z obtenue par ajustement linéaire, à partir de laquelle, notamment, il est en principe possible de calculer une « valeur du temps ». Le tableau ci-dessus résume l'ensemble des résultats obtenus.

Le fait brutal mis en évidence par le tableau est que les équations de régression calculées pour les différentes catégories sont pratiquement sans rapport entre elles, ce qui veut dire qu'une information sur une des classes d'individus ne fournit aucune information (au sens mathématique du terme) sur les trois autres. C'est très exactement ce qu'il faut entendre par différenciation structurelle. Il est clair, par ailleurs, que si l'on raisonnait sur l'ensemble de l'échantillon comme s'il n'était formé que d'une seule catégorie d'individus, l'équation de régression obtenue ne s'appliquerait spécifiquement à aucun individu de l'échantillon; les écarts entre les valeurs observées et les valeurs calculées n'auraient rien de résiduel — comme, en règle générale, le statisticien opérant par ajustements linéaires, le suppose implicitement. La valeur du temps moyenne calculée pour l'échantillon global en est d'ailleurs l'illustration immédiate. Cependant, la façon dont l'échantillon a été divisé en catégories d'individus, à partir de réponses à des questions pour le moins arbitraires (2), est elle-même largement arbitraire. Et rien ne permet d'affirmer que chacune des équations de régression proposée est beaucoup plus significative que ne le serait une équation moyenne.

Laissons, néanmoins, les méthodes de formalisation, dont, avons-nous dit plus haut, on aurait tort de croire qu'elles sont sans conséquences (3). Revenons aux actions concrètes du planificateur et à leurs effets sur le citoyen. Le problème implicitement posé plus haut est le suivant : dans ce monde rationnel, planifié, où les besoins seraient enfin satisfaits, le désir pourra-t-il encore s'actualiser, la parole vraie pourra-t-elle se faire entendre ?

A un premier niveau d'analyse, on pourrait alors montrer pourquoi la perspective fonctionnaliste a toutes chances de conduire à un espace *a priori* impropre à être le support d'une pratique actualisante du désir. Ainsi, le fait qu'un espace rationalisé est, à la fois fondamentalement déficient et suréquipé et que, parallèlement, par suite de phénomènes de complexisation auto-entretenus, à la limite, il ne peut plus fonctionner au sens le plus immédiat du terme (4). Ou encore, le fait que les contraintes

(1) [32].

(2) « Si les prix ou les durées des déplacements diminuaient de moitié, voyageriez-vous plus » ?

(3) Rappelons, par ailleurs, qu'il s'agit des méthodes couramment utilisées actuellement. Car on pourrait imaginer d'autres méthodes, c'est-à-dire d'autres mathématiques, qui, cependant, resteraient à inventer. Du moins, telle est la conclusion à laquelle semble conduire une recherche en cours, s'inscrivant dans le prolongement de nos travaux antérieurs et portant sur les rapports entre informatique et sciences humaines.

(4) L'illustration la plus remarquable pourrait en être le Rond-Point de la Défense, triomphe du fonctionnalisme appliqué aux lieux de travail.

résultant des besoins à satisfaire, que s'impose arbitrairement le créateur d'espace, ou celles que d'autres se situant dans la même perspective, non moins arbitrairement fixent à sa place, constituent une entrave plus que sérieuse au processus de création. Enfin, le fait qu'en passant du besoin supposé à l'objet, le planificateur a toutes chances de frustrer la demande qu'il aura contribué à créer. Un exemple emprunté à la quotidienneté : la « Nature » devenue gazon et du même coup, lieu permanent d'interdits. Cependant, raisonner en termes d'espace est insuffisant. Le carcan de la rationalité — si carcan il y a, mais telle est notre hypothèse — est un tout dont on ne peut dissocier, s'inscrivant dans la même volonté rationalisatrice, les équipements que l'espace sert à supporter et leurs règles d'utilisation. Laissons la police (encore que l'on pourrait s'interroger sur le rôle des gardiens dans les ensembles résidentiels). Il faudrait parler ici de l'enseignement comme instrument de « normalisation » et, en même temps, le plus grand pourvoyeur d'inadaptés. De même, il faudrait parler du langage par lequel les planifiés entrent de plain-pied dans le jeu de la rationalité — mais celle-ci n'est-elle pas d'abord langage ? — s'imposant alors à eux-mêmes par une véritable auto-censure, les contraintes les plus fortes, voire les imposant à d'autres planifiés. Il va de soi, également, que les conséquences de la rationalité ne peuvent être séparées des effets du système capitaliste productiviste dans son ensemble.

Cependant, revenons à l'espace. Celui-ci ne vaut-il pas autant par ce qu'il cache, par ce qu'il exprime ? Ainsi, dans un espace rationalisé, rien n'est laissé au hasard. D'où il résulte qu'aucun lieu n'échappe à l'œil de l'autre : flirter devient impossible, se plaignaient certains jeunes d'une zone urbanisée nouvelle, fonctionnaliste jusqu'à dans les moindres détails. De cette observation, il faut rapprocher l'organisation des zones d'habitation nouvelles en unités emboîtées avec les rencontres qu'elles provoquent à défaut de relations sociales vraies, organisation qui peut être interprétée comme un moyen de contrôle social. Mais ce que masque également l'espace rationalisé, est de quoi la société est faite. Il est facile alors de faire fi des contraintes, évoquées à propos de l'espace social, de cohabitation avec « l'autre », précisément ignoré en tant que tel, de faire fi également de tout ce qui fait que l'autre est différent. D'autant plus que tous les irrécupérables sont définitivement rayés de la carte du monde et que, de son côté, le planificateur, de même que toute l'aristocratie technocratique ou d'argent, échappe aisément au sort commun : il construit pour les autres la ville nouvelle de demain, mais vit dans une vieille ferme miraculeusement sauvée du progrès.

En tout état de cause, nul système, aussi contraignant soit-il — fût-il tout droit sorti de l'univers concentrationnaire ou, seulement, d'Alphaville de J. L. Godard, — ne saurait s'opposer à l'actualisation du désir. Seule la mort peut y parvenir. C'est dire qu'à la question que nous nous sommes posée, dans les termes où nous nous la sommes posée, il n'est sans doute pas possible d'apporter une réponse convaincante, à défaut d'être définitive. Cependant, lorsque H. Raymond et al., à propos de l'habitat pavillonnaire,

opposent implicitement l'ordre vécu du pavillonnaire à l'ordre de l'habitat collectif (1), ils montrent bien en même temps que derrière la démarche rationalisante, c'est bien du désir qu'il s'agit. Mais tout aussi significatives sont ce que l'on pourrait appeler les « révoltes » du planifié qu'il faut interpréter comme le « surgissement du réel », c'est-à-dire la faille qu'à la fois le désir provoque dans le système et à travers laquelle il réapparaît dans un monde qui fait tout pour l'étouffer. Révoltes, par conséquent, d'autant plus étonnantes. Révoltes, certes, pacifiques, mais intolérables dans un système qui se veut rationnel, donc ordonné. Ainsi, ces relogés en H.L.M., qui refusent le H.L.M., préférant la solidarité de classe à l'hygiène et n'acceptant pas de se laisser intégrer à la logique de la consommation. Ou ces « habitants-paysagistes » dont nous parle B. Lassus (2), dont les réalisations bouleversent tous les canons de la culture dominante (3).

Cependant, la manifestation la plus évidente de ce carcan de la rationalité pourrait nous être apportée par ces « cases » que le planificateur, conscient et consciencieux, cherche à construire pour récupérer tel ou tel morceau de résidu social : ainsi, ces foyers pour travailleurs immigrés dont une étude récente nous suggère que leurs pensionnaires n'ont rien à envier à ceux des pénitenciers ou des asiles psychiatriques et, aussi, qu'en tant qu'institutions totalitaires, ils ne sont qu'une réplique à peine caricaturale — en quelque sorte « le miroir » — des H.L.M. où vivent les heureux planifiés, dociles et intégrés (4).

Conclusion apparemment bien pessimiste, mais qui ne l'est pas plus que celle de P. Francastel (5), lorsque, seul, dès 1956, il osait s'attaquer à Le Corbusier, avec une violence qui pouvait surprendre : n'hésitant pas même à évoquer l'univers concentrationnaire. Conclusion rejoignant en

(1) [29]. Étayer une problématique sur une étude qui, à l'époque où elle a été produite, était parfaitement aberrante par rapport à l'ensemble des travaux et recherches sur le logement, semblera peu sérieux. Une autre difficulté, en fait, du problème que l'on s'est posé, est que la plupart des chercheurs ou supposés tels, se situant au départ dans une perspective rationalisante, ne peuvent que conclure dans la même perspective, c'est-à-dire très exactement entrer dans cette course métonymique au besoin évoquée plus haut.

(2) [32].

(3) Cette réaction à la culture dominante, que représentent les réalisations des habitants paysagistes, est bien exprimée par le titre volontairement agressif d'un article de Jean Clair : « Éloge du mauvais goût » [34].

Elle explique aussi pourquoi un phénomène d'une ampleur considérable (Picassiette et le facteur Cheval n'étaient pas des exceptions) est resté jusque récemment presque totalement ignoré, c'est-à-dire précisément par les tenants de la culture dominante.

Sur les « révoltes » des planifiés, Cf. aussi Jeanine Verdes-Leroux [35].

(4) [15]. En fait, le terme de miroir est simultanément utilisé par les auteurs avec un sens différent, mais tout aussi central par rapport aux effets de la rationalité, pour interpréter les conséquences de la cohabitation dans les H.L.M. entre français d'origine et immigrés. Les immigrés par leurs comportements « aberrants » seraient les révélateurs de toutes les censures auxquelles les habitants des H.L.M. se soumettent volontairement : par conséquent, ils seraient en quelque sorte le miroir qui permettrait à la société de se voir telle qu'elle est. Mais ces censures deviennent alors intolérables et la faute en est rejetée sur l'immigré en tant qu'autre.

(5) [36].

fait la problématique du Centre d'Études, de Recherches et de Formation Institutionnelles, tendant à montrer que ce que nous avons cherché à appréhender comme une conséquence de la rationalité, en serait la raison d'être : il s'agirait de maintenir la « machine désirante » — le désir, dirions-nous — à l'intérieur de limites compatibles avec le fonctionnement du système capitaliste productiviste, tâche qui incomberait à la famille restreinte, mais que, livrée à elle-même, elle serait incapable de mener à bien (1). Mais sans doute, aurait-on pu montrer directement que tous ces besoins arbitraires qu'invente le planificateur, ne sont qu'un moyen de contrôle social. Le terme n'a été évoqué qu'incidemment. Dans cette perspective, parler de besoins, de normalisation, de contrôle social renverrait à un seul et même discours : celui de la répression. Mais le désir repousse sans cesse la limite qu'on voudrait lui assigner. La course au résidu est nécessairement sans fin.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] JOBERT (Bruno) et REVESZ (Bruno), *Représentation sociale et planification*, Grenoble, C.E.R.A.T., 1972. Cf. plus particulièrement pp. 15-25.
- [2] CARRE (J. J.), DUBOIS (P.) et MALINVAUD (E.), *La croissance française, un essai d'analyse causale de l'après-guerre*, Paris, Éditions du Seuil, 1973.
- [3] CROZIER (Michel), *La société bloquée*, Paris, Éditions du Seuil, 1971.
- [4] Commissariat Général du Plan, *Pour une planification sociale mieux intégrée*, Rapport du groupe planification sociale, Paris C.G.P., juin 1973.
- [5] DREYFUS (Jacques), *L'urbanisme comme idéologie de la rationalité : le refus de l'ordre de la différence*, Paris, CREDOC, 1974.
- [6] TABARD (Nicole), *Consommation et statut social : analyse dimensionnelle des budgets familiaux*, Consommation, n° 2, 1972, pp. 41-65.
- [7] LESOURNE (Jacques), *Le calcul économique*, Paris, Dunod, 1964, p. 26.
- [8] PRUD'HOMME (Rémy), *La maîtrise de la croissance urbaine par l'action sur les prix*, L'analyse interdisciplinaire de la croissance urbaine, Paris, C.N.R.S., 1972.
- [9] ALONSO (William), *Location and land use : towards a general theory of land rent*, Cambridge, Harvard University Press, 1964.
- [10] EICHLER (Edward P.) et KAPLAN (Marshall), *The community builders*, Berkeley, California University Press, 1967.
- [11] HAUTMONT (Nicole), RAYMOND (Henri) et HAUTMONT (Antoine), *La copropriété*, Paris, C.R.U., 1971.
- [12] TOPALOV (Christian), *Les promoteurs immobiliers*, Paris, C.S.U., 1970.
- [13] CHAMBOREDON (Jean-Claude) et LEMAIRE (Madeleine), *Proximité spatiale et distance sociale*, Revue française de sociologie, XI, 1970, pp. 3-33.
- [14] WILLMOTT (Peter) et YOUNG (Michael), *Family and class in a London suburb*, London, Routledge and Kegan, 1960.
- [15] SANTOS (José Rodrigues dos), *Notes pour le scénario d'un drame*, Paris, C.S.E.P., 1972 et ALLAL (Tewfik), BUFFARD (Jean-Pierre), MARIE (Michel) et REGAZZOLA (Thomas), *La fonction miroir*, Paris, C.S.E.P., 1974.
- [16] ZARCA (Bernard), *Contribution à la recherche des déterminants sociaux de l'espace urbain*, Paris, CREDOC, 1974.
- [17] JUILLET (Alain), *Sur la rente foncière urbaine*, La vie urbaine, 4, 1971, pp. 235-261.
- [18] GRANELLE (J. J.), *Espace urbain et prix du sol*, Paris, Éditions Sirey, 1970.

(1) [37].

- [19] COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1966.
- [20] YOUNG (Michael) et WILLMOTT (Peter), *Family and Kinship in East London*, London, Routledge and Kegan. Réédité dans une version modifiée, par Pelican Books, Harmondsworth, 1962.
- [21] FICHELET (Monique et Raymond) et MAY (Nicole), *Pour une approche écologique de l'utilisation des moyens de transport*, Paris, Ministère de l'Équipement et du Logement (D.A.F.U.), 1970.
- [22] LAMY (Bernard) et YVON (Gérard), *Aspects symboliques du centre*, Paris C.S.U., 1970.
- [23] BURLIN (Catherine), *La réalisation spatiale du désir et l'image spatialisée du besoin*, *Espaces et Sociétés*, 5, 1972, pp. 145-160.
- [24] RIFFLET-LEMAIRE (Anika), *Jacques Lacan*, Bruxelles, Charles DISSART Éditeur, 1970.
- [25] *Freud avec Lacan ou la science avec le psychanalyste*, *Esprit*, 35 (12), 1697, 979-1003.
- [26] MANNONI (Octavo), *The decolonisation of myself*, *Clefs pour l'imaginaire ou l'autre scène*, Paris, Éditions du Seuil, 1969.
- [27] WILLMOTT (Peter), *Adolescent boys in East London*, London, Routledge and Kegan, 1966.
- [28] SCHOCKEN (Thomas D.), *Splitting Headaches*, *Trafic Quarterly*, XXII (3), 1968, pp. 389-96.
- [29] RAYMOND (Henri et Marie-Geneviève) et HAUTMONT (Antoine et Nicole), *L'habitat pavillonnaire*, Paris, C.R.U., 1966.
- [30] SANTOS (José Rodrigues dos), et MARIE (Michel), *Migrations et force de travail*, *Espaces et Sociétés*, 4, 1971, pp. 67-88.
- [31] PITROU (Agnès) et al., *Construction d'indicateurs de niveau d'équipement collectif*, Paris, C.E.R.A.U., 1969; *Un nouveau mode d'habitat : les Z.U.P.*, Paris, Ministère de l'Équipement et du Logement (D.A.F.U.), 1970.
- [32] MERCADAL (Georges), *Choix du mode de transport*, Paris, Ministère de l'Équipement et du Logement (D.A.F.U.), 1970.
- [33] LASSUS (Bernard), *Les habitants face aux structures dans la création du paysage urbain*, *Bulldoc*, 25-6, 1970, pp. 15-37.
- [34] CLAIR (Jean), *Éloge du mauvais goût*, *Chronique de l'art vivant*, décembre-janvier 1970-1.
- [35] VERDES-LEROUX (Jeanine), *Sur l'habiter des classes populaires : quelques cas de résistance à l'idéologie dominante*, *Perspectives psychiatriques*, 1974/1.
- [36] FRANCASTEL (Pierre), *Art et Technique*, Paris, Éditions de Minuit, 1956 et Gonthier, 1964.
- [37] C.E.R.F.I. (Centre d'Études, de Recherche et de Formation Institutionnelles), *Les équipements du pouvoir*, *Recherches*, n° 13, 1973.